



# 1<sup>er</sup> Briefing continental africain

## Dégager une vision d'avenir de l'agriculture africaine et du nouveau rôle des organisations de producteurs

3-5 décembre 2013, Yaoundé, Cameroun

*Organisé par l'Organisation Panafricaine des agriculteurs (PAFO), le Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA) et la Commission de l'Union Africain (CUA)*

Ce Briefing est en lien avec les Briefings de Bruxelles sur le développement que le CTA, la CE/DGDEVCO, le Groupe ACP et Concord organisent tous les deux mois sur de sujets clé pour l' agriculture dans les pays ACP

<http://bruxellesbriefings.net>

### Note d'information

#### 1. Contexte

La production alimentaire doit absolument progresser de façon significative pour répondre aux exigences à venir d'une population mondiale en croissance et jouissant d'un meilleur niveau de vie. Etant donné le nombre important de personnes souffrant de la faim dans le monde - 925 millions en 2012 – et la croissance constante de la population – 9 milliards d'individus à l'horizon 2050.

Tant la demande que la production alimentaires seront façonnées par ce facteur démographique et par un taux d'urbanisation de plus en plus élevé : en 2050, 70% de la population mondiale vivra en zone urbanisée.

Nourrir toute cette population supposera une augmentation substantielle de la production alimentaire de plus de 70% entre 2007 et 2050 ; les céréales (que ce soit pour l'alimentation des hommes ou des animaux) feront partie des cultures vivrières les plus demandées.<sup>1</sup> Si aucune amélioration de productivité via de meilleures pratiques agro-écologiques et de meilleurs intrants n'est envisagée, cette hausse de la demande de production alimentaire entraînera une pression accrue sur les ressources naturelles telles que la terre et l'eau.

L'agriculture constitue un élément crucial de la sécurité alimentaire de nombreux Africains. Une grande partie de la population vit toujours dans des zones rurales et la plupart des Africains sont agriculteurs : il s'agit d'une des principales sources de revenu, essentielle à leur subsistance. Le développement agricole est en mesure de réduire la pauvreté et la faim puisqu'il génère les revenus des agriculteurs et de tous ceux qui travaillent dans les chaînes agricoles et alimentaires, que ce soit pour fournir des intrants, pour assurer le transport, le stockage ou encore la transformation des produits agricoles. De plus, dans les marchés intérieurs souvent isolés des marchés mondiaux du fait de la distance et des coûts de transport élevés, une production alimentaire accrue peut aider à diminuer le coût réel des denrées

<sup>1</sup> FAO, 2009 « L'agriculture mondiale à l'horizon 2050 »

alimentaires dans l'intérêt des plus pauvres. D'où l'importance de l'agriculture, même si son impact sur la faim est peut-être moins direct que celui que l'on pourrait supposer.<sup>2</sup>

Après l'avoir négligé pendant des années, de nombreux pays africains s'efforcent à présent de moderniser rapidement leur secteur agricole, ce dernier étant à nouveau perçu comme l'un des principaux moteurs de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté. Par conséquent, de nouvelles politiques et de nombreuses initiatives tant publiques que privées se concentrent sur la promotion d'une production alimentaire accrue et durable et considèrent les organisations d'agriculteurs comme des catalyseurs dans ces processus.<sup>3</sup>

L'agriculture reste un secteur clef pour l'économie des pays africains. D'après les estimations de la Banque mondiale, le secteur agricole emploie 65% de la main-d'œuvre africaine et compte pour 32% des PIB. En outre, l'agriculture doit jouer un rôle prépondérant dans la réduction de la pauvreté et de la malnutrition, mais aussi dans la création d'emploi. D'après la FAO, « le rôle de la croissance agricole dans la réduction de la pauvreté est plus grand que son impact sur la croissance économique. Cela découle notamment du fait que la part de personnes travaillant dans l'agriculture est plus importante que la part de rendement économique issu de l'agriculture [...]. A condition que l'inégalité des revenus ne soit pas trop marquée, la croissance agricole permet de réduire la pauvreté parmi les plus démunis d'entre les pauvres. Dans les pays à faibles revenus pauvres en ressources (à l'exception de l'Afrique subsaharienne), un certain taux de croissance du PIB dû à la croissance agricole réduit la pauvreté cinq fois plus qu'un taux identique de croissance du PIB due à la croissance non agricole. En Afrique subsaharienne, la croissance agricole est 11 fois plus efficace. Ainsi, le renforcement de la production et de la productivité agricoles demeure essentiel si l'on veut parvenir à une réduction rentable de la pauvreté, en particulier dans les pays à faibles revenus.<sup>4</sup>

On demande de plus en plus aux organisations d'agriculteurs de jouer un rôle prépondérant et d'être le moteur des processus de transformation agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne, et ce, en dépit de leur taux de succès relatif. Les organisations d'agriculteurs sont de plus en plus impliquées dans la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes de donateurs. Parmi les thèmes pertinents, relevons également le rôle que les états nationaux et les donateurs internationaux peuvent jouer pour aider les organisations d'agriculteurs à remédier à leurs faiblesses structurelles. Le secteur privé est devenu l'un des acteurs clefs de l'agriculture africaine et le succès des organisations d'agriculteurs dépendra en grande partie des synergies créées avec lui.

## **2. Diversité des systèmes agricoles en Afrique**

L'agriculture africaine est des plus diverses : de nombreux systèmes agricoles coexistent et varient en fonction de l'environnement naturel, du produit cultivé, des technologies utilisées, etc. La région sahélienne se caractérise par sa grande vulnérabilité aux risques naturels, par l'insécurité alimentaire et par un secteur agricole vivrier de petits exploitants. Les pays sahéliens sont souvent exposés à des crises alimentaires cycliques et les effets de l'insécurité alimentaire se font particulièrement ressentir dans des pays comme le Burkina Faso, le Tchad,

---

<sup>2</sup> Helping Africa to Feed Itself: Promoting agriculture to address poverty and hunger. Steve Wiggins et Henri Leturque. Janvier 2010

<sup>3</sup> John Thompson, Amdissa Teshome, David Hughes, Ephraim Chirwa et John Omiti . Défis et opportunités pour le renforcement des Organisations d'agriculteurs en Afrique : enseignements recueillis en Ethiopie, au Kenya et au Malawi. Note d'information politique 31 Les Agricultures de l'avenir. 2009.

<sup>4</sup> FAO, 2012 « The State of Food Insecurity »

le Mali et le Niger où la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique.<sup>5</sup>

D'autres régions et d'autres pays, comme l'Afrique du Sud et le Kenya présentent des secteurs agricoles fortement orientés vers l'exportation. Le Kenya, par exemple, est parvenu à mettre en place une industrie laitière compétitive en associant un secteur informel fournisseur de lait cru et un secteur formel de transformation des produits.

Il est crucial de comprendre la complexité et la différenciation de ces divers systèmes agricoles pour être à même de concevoir des politiques efficaces ciblant les défis agricoles. L'un des premiers travaux de classification des systèmes agricoles subsahariens a été suivi par Dixon *et al.* en 2001. Cette recherche a permis de répertorier 15 systèmes agricoles en Afrique subsaharienne, sur la base de l'accès aux ressources naturelles, des produits agricoles cultivés, des stratégies de subsistance par rapport aux marchés et de l'intensité des activités de production.

Les principaux systèmes agricoles répertoriés sont :

- *Système d'agriculture irriguée.* Il comprend de grands systèmes d'irrigation combinés à une agriculture pluviale ou à des techniques d'élevage. Les principales cultures sont le riz, le coton et les légumes.
- *Le système de culture arboricole* est pratiqué dans les zones humides d'Afrique occidentale et centrale. Les principales cultures sont commerciales, telles que le cacao, le café, le palmier à huile et le caoutchouc. La culture intercalaire est pratiquée pour des raisons de subsistance.
- *Le système de culture mélangée céréales-racines* s'étend dans la région sèche d'Afrique de l'Ouest et dans certaines régions d'Afrique centrale et australe. Les stratégies de subsistance sont principalement basées sur la culture de maïs, de sorgho, de millet, de manioc, de yam et de légumineuses, ainsi que sur l'élevage.
- *Le système d'agriculture mixte du maïs* est une source importante de nourriture pour l'Afrique centrale et australe. Ce système de culture est particulièrement répandu sur les plateaux ou dans les régions montagneuses, entre 800 et 1 500 mètres d'altitude. La principale culture alimentaire est le maïs, mais les stratégies de subsistance sont également basées sur les cultures de rente telles que le tabac, le café et le coton.
- *Les systèmes d'agriculture agropastorale axés sur le mil et le sorgho* caractérisent les régions sèches d'Afrique occidentale, orientale et australe. L'agriculture et l'élevage ont la même importance. Les principales cultures sont le sorgho, le millet perlé et les légumineuses. L'élevage de moutons, de chèvres et de bétail est également important.<sup>6</sup>

### **3. Défis et opportunités pour l'agriculture africaine**

#### **De nombreux défis attendent encore l'agriculture africaine...**

L'analyse des données de 1960 à 2007 par la FAO a permis de conclure que l'Afrique était devenue importatrice nette de produits alimentaires et agricoles. En 2007, l'Afrique a importé presque 50 millions USD de produits alimentaires par an afin de satisfaire la demande d'une population urbaine en pleine croissance.<sup>7</sup> Selon la FAO « entre 1980 et 2007, les importations alimentaires nettes totales ont crû en termes réels de 3,4 % par an, principalement encouragées par la croissance de la population urbaine (2,6 % par an). L'augmentation de la consommation alimentaire par tête n'était que de 0,8 % ». Selon la FAO, la croissance

---

<sup>5</sup> AGIR, Alliance Globale pour la Résilience \_ Sahel et Afrique de l'Ouest. Feuille de route régionale

<sup>6</sup> FAO, 2001 *'Farming systems and poverty. Improving farmers' livelihood in a changing world*

<sup>7</sup> Ibid.

démographique, une productivité faible et stagnante de la production alimentaire et agricole, les déformations des politiques, les mauvaises infrastructures et le faible soutien institutionnel font partie des principaux facteurs qui influencent le déficit alimentaire en Afrique. Les importations consistent principalement en des céréales et, en moindre mesure, en produits de l'élevage, en sucre et en huiles végétales.<sup>8</sup> Les exportations agricoles ne sont plus la principale source de devises étrangères pour de nombreux pays. L'Afrique a connu une chute de ses exportations agricoles par rapport aux exportations totales, passant de 42% dans les années 60 à moins de 10% entre 2001 et 2007.<sup>9</sup>

La structure du marché des produits de base se caractérise en général par un manque de liens entre les différents marchés. Cela signifie moins d'opportunités d'apporter de la valeur ajoutée dans le cadre du traitement après récolte et d'importantes pertes après récolte, estimées à 30% pour les grains et à 50% pour d'autres produits plus rapidement périssables. L'accès à des semences améliorées et à de meilleures espèces d'animaux d'élevage ainsi qu'à la technologie nécessaire pour accroître le rapport de la production au facteur main-d'œuvre et pour réduire la pénibilité du travail est limité. Les agriculteurs sont également restreints par le manque de crédits pour accéder aux intrants à des prix raisonnables. En dépit du rôle prépondérant des femmes dans la production alimentaire, sur les marchés de l'alimentation et dans le secteur des transformations de produits alimentaires, elles n'ont qu'un accès limité aux terres, aux services de vulgarisation agricole, aux crédits, aux infrastructures, aux technologies et aux marchés, autant d'éléments indispensables à l'accroissement de leur productivité.

L'instabilité des prix alimentaires internationaux représente également un risque pour les pays africains. Les crises de 2007/2008 et de 2010 ont montré que de nombreux pays dans la région ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour répondre aux hausses mondiales des prix.

### **Mais de nombreuses opportunités ont vu le jour ....**

La croissance agricole exerce un impact considérable sur la pauvreté dans tous les types de pays. Diverses estimations ont démontré que la croissance du PIB émanant de l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté qu'une croissance du PIB hors agriculture. Dans le cas de la Chine, on estime que la croissance cumulée trouvant son origine dans l'agriculture a été 3,5 fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance hors agriculture et dans le cas de l'Amérique latine, elle s'est avérée 2,7 fois plus efficace.<sup>10</sup>

Les gouvernements et les donateurs sont récemment parvenus à un large consensus et se sont accordés sur le besoin de fournir davantage d'efforts et d'apporter plus d'investissements dans le développement agricole. Ils ont convenu qu'il est nécessaire d'adjudger davantage d'investissements publics à ce secteur, en partie car cela aidera à stimuler les investissements privés, surtout dans des biens publics tels les routes, la recherche et le développement, l'éducation en zones rurales, l'assainissement des eaux et les soins de santé. En 2003, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et son Programme Détaillé **pour le Développement de l'Agriculture Africaine** (PDDAA) ont été mis sur pied pour accélérer la croissance agricole dans la région. En 2003 également, les gouvernements africains ont signé la Déclaration de Maputo et se sont engagés à allouer au minimum 10% de leur budget national annuel à l'agriculture.

---

<sup>8</sup> FAO, 2012 'Why Africa has become a net food importer'

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> Source : « Rapport sur le développement dans le monde », 2008

**La plupart des pays africains présentent un avantage comparatif en agriculture.** Plus de la moitié des terres arables inutilisées à travers le monde, ainsi que d'impressionnantes \$ressources en eau rarement exploitées se situent sur le continent africain. Bien que les marchés locaux et régionaux en rapide expansion puissent partiellement et efficacement être alimentés par les importations, l'abondance des ressources naturelles en Afrique, les grands écarts de rendement exploitables ainsi que le climat d'investissement en constante amélioration ouvrent également de grandes opportunités du côté des fournisseurs.

**L'intérêt du secteur privé dans l'agro-industrie africaine est sans précédent.** Soutenues par la demande des populations des zones urbaines en pleine croissance et ayant pour conséquence un changement des habitudes alimentaires (plus diversifiées, produits transformés et de qualité supérieure), les chaînes de supermarchés prolifèrent de plus en plus en Amérique latine mais également en Afrique. Les investisseurs internationaux recherchent activement d'autres espaces que l'Asie et l'Amérique latine comme nouvelle source d'approvisionnement et opportunité de rendements ajustés en fonction des risques plus importants. Il faut éveiller l'intérêt des investisseurs afin de générer des emplois, de fournir des opportunités pour les petits agriculteurs, de respecter les droits des communautés locales et de protéger l'environnement. Ce faisant, il faudra limiter les acquisitions foncières et les investissements fonciers spéculatifs qui profitent de la faiblesse des institutions dans les pays africains ou font fi des principes d'investissements agricoles responsables.<sup>11</sup>

Après avoir été négligée pendant des années, l'agriculture attire à nouveau l'attention des gouvernements africains, des chefs d'entreprise, des communautés et des donateurs, qui la perçoivent comme un puissant moteur de croissance. Actuellement, l'Afrique tire en moyenne 24% de sa croissance annuelle de ses agriculteurs et de leurs cultures. La Banque mondiale estime que si elles étaient associées à davantage d'électricité et d'irrigation, à des approches et des politiques commerciales judicieuses ainsi qu'à un secteur agro-industriel privé plus dynamique œuvrant main dans la main avec les gouvernements pour établir un lien entre les agriculteurs et les consommateurs dans une Afrique de plus en plus urbanisée, l'agriculture et l'agro-industrie pourraient, à elles deux, disposer d'un billion \$ US dans l'économie régionale africaine d'ici 2030 (par rapport à 313 milliards \$ US en 2010).<sup>12</sup> L'agro-industrie pourrait jouer un rôle clef dans la mise en route de réformes économiques par le développement d'industries liées au secteur agricole apportant les emplois et les revenus nécessaires ; les investissements de l'agro-industrie stimulant à leur tour la croissance agricole en alimentant de nouveaux marchés et via le développement d'un secteur dynamique d'approvisionnement en intrants.

Le rôle potentiel que les technologies de l'information et des communications (TIC) peuvent jouer dans l'agriculture est également de plus en plus reconnu. Les TIC profitent aux acteurs économiques, aux agriculteurs, aux chercheurs, aux gouvernements et aux citoyens. Les téléphones portables, les GPS, les codes-barres peuvent être utilisés dans les opérations avant culture, de culture, de récolte et après récolte. Prenons comme exemples couronnés de succès le service SMS mis sur pied par l'Association nationale des agriculteurs de Zambie ou encore l'indice des matières premières Esoko-Ghana, une plateforme de communication rurale fournissant aux marchés des informations sur les prix.<sup>13</sup> Au Nigéria, en 2012, 1,2 million d'agriculteurs ont reçu leurs engrais et semences subventionnés via leur téléphone portable et l'objectif est d'atteindre les 5 millions d'agriculteurs en 2013. L'imagerie par satellite et les outils

---

<sup>11</sup> Banque mondiale (2013). *Growing Africa. Unlocking the potential of agribusiness.*

<sup>13</sup> Banque mondiale, 2012 « ICT for Agriculture in Africa »

de télédétection ont quant à eux été utilisés afin de mieux évaluer les effets des chocs climatiques sur la production alimentaire.<sup>14</sup>

#### 4. Organisations de producteurs africaines : histoire, évolution et nouveaux rôles

Après l'avoir négligé pendant des années, de nombreux pays africains s'efforcent à présent de moderniser rapidement leur secteur agricole, ce dernier étant à nouveau perçu comme l'un des principaux moteurs de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté. Par conséquent, de nouvelles politiques et de nombreuses initiatives tant publiques que privées se concentrent sur la promotion d'une production alimentaire accrue et durable et considèrent les organisations d'agriculteurs comme de véritables catalyseurs dans ces processus.<sup>15</sup> Du fait de la diminution du rôle de l'état dans les prestations de service suite aux politiques de libéralisation économique et aux réformes structurelles des années 1980 et 1990, on encourage désormais les agriculteurs à endosser les rôles auparavant joués par les gouvernements, par exemple, dans la fourniture, le développement et la commercialisation des intrants. Cependant, beaucoup d'entre eux ne sont pas suffisamment outillés pour ce faire, du fait de compétences de leadership limitées, de faibles capacités organisationnelles et d'importantes contraintes en matière de ressources. Souvent, ils n'ont pas accès à des ressources ou infrastructures abordables et vitales telles que la terre, l'eau, les crédits, les semences, les engrais, les capacités de stockage des récoltes ou encore le transport et sont dès lors exclus des marchés lucratifs.

Le panorama des associations d'agriculteurs en Afrique se caractérise par une importante diversité de types, allant des petits groupes informels d'agriculteurs aux grandes coopératives agricoles mais aussi par des sources différentes et divers niveaux d'initiatives et d'interventions, ainsi que par une grande variété des contextes et des approches politiques multiples.

La plupart des organisations d'agriculteurs continuent de partager un héritage commun – la coopérative dirigée par les producteurs – qui a été le pilier des politiques gouvernementales pendant de nombreuses années, mais qui s'est adapté pour endosser de nouvelles responsabilités, par exemple en termes de développement et de fourniture d'intrants. Certaines organisations se développent et servent de partenaire clef au secteur privé, notamment dans la production de cultures d'exportation de valeur élevée. Les organisations d'agriculteurs ont revu leurs rôles au fil du temps, certaines se concentrant sur un objectif pour se spécialiser dans différents sous-secteurs, d'autres élargissant au contraire leur horizon pour devenir des organisations « multifonctionnelles ».

Afin d'accroître la coordination entre les agriculteurs et leur puissance contractuelle, les organisations de producteurs ont évolué pour devenir des plateformes nationales. En 1993, le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)<sup>16</sup> a vu le jour au Sénégal et la Concertation Nationale des Organisations Paysannes (CNOP)<sup>17</sup> a été lancée au Cameroun en 2000. Dans le but de faire face aux défis croissants adressés par la libéralisation économique à l'agriculture familiale, les organisations d'agriculteurs ont bientôt pris forme à l'échelon régional également. Des fédérations nationales d'organisations d'agriculteurs ont été fondées afin de mieux se positionner dans le dialogue politique avec des communautés

---

<sup>14</sup> Ministre Akin Adesina. Briefing de Bruxelles consacré à la Résilience agricole. <http://brusselsbriefings.net>

<sup>15</sup> John Thompson, Amdissa Teshome, David Hughes, Ephraim Chirwa et John Omiti. *Défis et opportunités pour le renforcement des Organisations d'agriculteurs en Afrique : Enseignements recueillis en Ethiopie, au Kenya et au Malawi*. Les agricultures de l'avenir Note d'information politique 31. 2009

<sup>16</sup> Comité National de Concertation et de Coopération de ruraux

<sup>17</sup> Concertation Nationale des Organisations Paysannes

économiques comme la CEDEAO, la CDAA, le COMESA et la SACAU.<sup>18</sup> Aujourd'hui, les principaux réseaux d'organisations d'agriculteurs en région subsaharienne<sup>19</sup> regroupent des millions de producteurs dans plus de 30 pays et plus de 40% des membres sont des femmes. La Banque mondiale en particulier a souligné, dans son rapport 2008 sur le développement mondial (*World development report of 2008*), le besoin de soutenir la création d'organisations d'agriculteurs afin de favoriser l'accès aux marchés et d'accroître le pouvoir de négociation de ses membres, le développement de capital social, la capacité de promouvoir l'autonomisation des femmes, l'achat d'intrants agricoles et la diffusion des technologies.

## 5. Perspectives d'avenir

Malgré la tendance mondiale au déclin de la population rurale, la population des zones rurales de l'Afrique subsaharienne verra ses effectifs augmenter de 150 millions entre 2010 et 2050. Les jeunes à naître s'ajouteront aux 330 millions d'individus vivant déjà dans la région. Il est dès lors indispensable de créer de l'emploi et de les attirer dans un secteur agricole dynamique pour garantir la sécurité alimentaire et contrebalancer l'exode rural.<sup>20</sup>

Parmi les défis auxquels les organisations d'agriculteurs seront confrontées, citons le manque de capital pour croître en importance et en complexité, en particulier l'investissement dans les biens matériels pour apporter une valeur ajoutée par le biais de la transformation et de la fabrication ; le manque de capacité de gestion et de bonne gouvernance organisationnelle ; la compétitivité dans les marchés contre les forces économiques qui confondent leurs structures et stratégies traditionnellement bureaucratiques et non réactives.<sup>21</sup> Présentant souvent peu de ressources et des capacités organisationnelles et techniques très limitées, de nombreuses organisations d'agriculteurs ont besoin d'une aide externe pour lancer et/ou étendre leurs actions. Il est un véritable défi pour tous les groupes d'agriculteurs de trouver le bon équilibre entre la dépendance aux ressources externes et internes, entre responsabilité financière et attitude dynamique, entre gouvernance efficace et évolutive et entre sur-ambition et sous-ambition. L'aide extérieure apportée aux organisations d'agriculteurs doit être bien ciblée, sensible et cohérente dans quatre domaines clefs : fourniture de semences/d'intrants ; développement et éducation ; accès aux marchés et enfin, activités de plaidoyer et d'engagements politiques.<sup>22</sup>

Dans une économie de marché, les coopératives agricoles n'ont d'autre choix que d'adopter le mode de fonctionnement des entreprises ou de périr. Les services de vulgarisation des gouvernements sont de plus en plus limités. En conséquence, les organisations d'agriculteurs devront assumer davantage de ces responsabilités à l'avenir. Il est toujours très difficile pour de nombreuses organisations d'agriculteurs sous-financées de répondre aux exigences d'entrée sur les marchés (qualités et normes par exemple), aux conditions d'accès (par exemple, transport et crédit) et à la valorisation de la production (conditionnement, transformation et contrôle de la qualité). Bien que l'autonomie des organisations d'agriculteurs soit perçue comme un élément positif, elle suppose également de se suffire de plus en plus à elles-mêmes alors que les financements se font rares.

---

<sup>18</sup> FIDA, 2010 « Les agriculteurs prennent la parole : visions et recommandations des organisations paysannes africaines pour le Programme détaillé du développement de l'agriculture africaine »

<sup>19</sup> ROPPA, Afrique de l'Ouest ; PROPAC, Afrique Centrale ; EAFF, Afrique de l'Est et SACAU Afrique du Sud

<sup>20</sup> IFPRI, « Jobs for Africa youth »

<sup>21</sup> Ibid.

<sup>22</sup> John Thompson, Amdissa Teshome, David Hughes, Ephraim Chirwa et John Omiti. *Défis et opportunités pour le renforcement des Organisations d'agriculteurs en Afrique : Lessons from Ethiopia, Kenya and Malawi*. Note d'information politique 31 Les Agricultures de l'avenir. 2009.

Des politiques publiques saines devraient promouvoir l'intensification durable et fournir aux organisations d'agriculteurs le soutien nécessaire pour les rendre compétitives et inclusives. Les organisations d'agriculteurs doivent être mieux organisées, faire preuve d'une meilleure gouvernance et de plus d'inclusivité mais aussi développer des systèmes de connaissances leur permettant de partager leurs savoirs et expériences quant aux méthodes de production, aux marchés et aux politiques.

## **6. Objectifs du Briefing**

Les principaux objectifs du Briefing continental sur «Dégager une vision d'avenir de l'agriculture africaine et du nouveau rôle des organisations de producteurs » sont les suivants: (i) mettre en évidence les principales opportunités et défis pour les organisations paysannes d'influencer l'agenda agricole, (ii) fournir un espace d'échange d'expériences pour un agenda agricole piloté par les organisations paysannes, et (iii) développer les échanges entre les OP et les autres partenaires.

### **Groupe cible**

Les représentants des organisations régionales de producteurs (PROPAC, SACAU, EAFF, ROPPA, UMAGRI) et des plateformes nationales, décideurs, société civile, recherche, praticiens du développement et organisations internationales.

### **Ressources disponibles**

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://bruxellesbriefings.net>. Un document de référence (Reader) passant en revue les points principaux ainsi qu'un rapport seront produit sur papier et en format électronique peu après la réunion.





## 1<sup>er</sup> Briefing continental africain

### Dégager une vision de l'avenir de l'agriculture en Afrique et du nouveau rôle des organisations de producteurs

3-5 Décembre 2013, Yaoundé, Cameroun

Organisé par l'Organisation Panafricaine des agriculteurs (PAFO), le Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA) et la Commission de l'Union Africain (CUA)

### PROGRAMME

#### Mardi 3 Décembre : Tendances dans l'agriculture africaine et réponses des organisations de producteurs

8h00-8h30 Inscription  
8h30-9h00 Objectifs et Programme

Remarques introductives : Kalilou Sylla, Secrétaire exécutif du ROPPA au nom de la PAFO ; Khecha Abderrahmane, chargé des politiques des infrastructures rurales et l'accès aux marchés; Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA à Bruxelles, Ministre de l'Agriculture du Cameroun

#### 9h00 – 13h00 Session 1 : Tendances globales de l'agriculture africaine et rôle des Organisations de producteurs

Cette session présentera les caractéristiques essentielles de l'agriculture africaine au cours des décennies passées et les principales leçons que l'on a pu en retirer. Nous discuterons des nouveaux cadres politiques mis en place aux échelons continentaux et régionaux mais aussi des processus d'intégration régionaux ayant exercé un impact sur l'agriculture africaine. Le rôle et la réponse des organisations d'agriculteurs aux réformes des systèmes alimentaires mondiaux, aux nouveaux risques et aux nouvelles opportunités pour l'agriculture africaine seront également abordés.

Président : Elisabeth Atangana, Présidente de la PROPAC

#### **Présentation introductive**

- L'agriculture africaine en temps de crises et chocs : des leçons d'optimisme ?  
Léopold Lokossou, Président, Plateforme Nationale des Organisation Professionnelles Agricoles du Bénin (PNOPPA/B)

**Panel :**

- Quel avenir pour les petites exploitations en Afrique et ce rôle renouvelé pour les agriculteurs?  
*Mabel Ndakaripa Munyuki-Hungwe, Chercheuse, Zimbabwe*
- Succès des services que les banques et les institutions financières offrent aux petits agriculteurs  
*Saleh Usman Gashua, Secrétaire Générale, Association Africaine du Crédit Rural et Agricole (AFRACA)*
- Services de conseil et de vulgarisation aux producteurs : défis et opportunités  
*Mercy Akeredolu, Membre du Conseil d'Administration, Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS), Nigeria*

**Débat modéré par les organisations de producteurs**

**13h00 – 14h30 Déjeuner**

**14h30 – 18h00 Session 2 : Evolution des Organisations de producteurs africaines : replacer les producteurs au centre du développement rural en Afrique**

Cette session abordera les différents types d'agriculture ainsi que les jalons de l'histoire des organisations d'agriculteurs et de son évolution aux cours des dernières décennies, soulignant la création d'entités régionales et continentales. Elle abordera sous différents angles la façon dont les agriculteurs ont répondu aux diverses politiques et ont partagé leurs succès et limites dans les domaines clefs. Les débats porteront également sur le thème des nouvelles alliances aux échelles mondiale et continentale et de l'intensification de la collaboration Sud-Sud.

Président : *Jonathan Ocran, Expert en politiques, Commission de l'Union africaine*

**Présentation introductive**

- L'évolution des organisations des agriculteurs en Afrique : une perspective générale  
*Mamadou Goïta, Directeur exécutif, IRPAD*

**Panel :**

- Les perspectives des organisations des agriculteurs sur les engagements de Maputo en support à l'agriculture  
*Kalilou Sylla, Secrétaire exécutif du ROPPA*
- Facteurs de la transformation agricole en Afrique : quel rôle pour les producteurs ?  
*Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA à Bruxelles*
- Mappage des organisations des agriculteurs  
*Buba Khan, Africa advocacy officer, ActionAid*

**Débat modéré par les organisations de producteurs**

## Mercredi 4 Décembre : Renforcer la résilience de l'agriculture africaine et des Organisations de producteurs

9h00-9h15 Rapport de la journée 1

### 9h15 – 13h00 Session 3 : Défis et opportunités à venir pour l'agriculture africaine

Cette session abordera les défis majeurs auxquels l'agriculture africaine sera confrontée aux cours des prochaines décennies ainsi que la façon dont les organisations d'agriculteurs les relèveront (stratégies, capacités et résultats). Des exemples concrets issus des différentes régions sur les systèmes résilients dans le domaine de la production, de l'accès au marché, de l'environnement, du renforcement institutionnel...seront présentés

Président : *Isolina Boto, CTA*

#### **Présentation introductive**

- Quelles opportunités pour l'agriculture Africaine et pour les organisations de producteurs ?

*Philip Kiriro, président, EAFF*

#### **Panel :**

- Quels avantages pour les agriculteurs dès marchés et des capitaux actuels en Afrique ?  
*Sara Menker, Gro Venture, Ethiopia*
- Investissement, commerce et marchés régionaux :quels bénéfices pour les producteurs?  
*Pr François Joseph Cabral, Scientific Coordinator for CRES, University Cheikh Anta Diop de Dakar, Senegal*
- Adaptation aux changements climatiques et financement de la lutte contre le changement climatique : quelse opportunités pour les producteurs ?  
*Dr Theo de Jager, président, SACAU*
- Les bénéfices des centres de ressources en milieu rural et des services de vulgarisation de producteur à producteur  
*Ann Degrande, Socio-Economiste , World Agroforestry Centre, Cameroun*

### **Débat modéré par les organisations de producteurs**

**13h00 – 14h30 Déjeuner**

### 14h30 – 18h00 Session 4 : Renforcer la résilience des organisations de producteurs

Cette session abordera la façon dont les organisations d'agriculteurs peuvent améliorer et/ou renforcer leurs capacités et leur implication dans les processus politiques, les mécanismes de financement et les alliances innovantes. Les nouvelles opportunités et les approches novatrices seront soulignées. Cadres politiques, alliances et politiques mondiales.

Président : *Theo de Jager, SACAU*

#### **Présentation introductive**

- Quelles opportunités les Partenariats public-privé pour le PAFO et les organisations des agriculteurs ?  
*Abdoulaye Zonon, Expert, Programme de développement communautaire, CEDEAO*

**Panel :**

- Financer l'agriculture africaine : perspective des institutions financières du secteur privé  
*Hans Balyamujura Cofondateur /Directeur général , Zed Group Limited – Afrique*
- Etablir des liens entre la recherche et les producteurs ou promouvoir une recherche pilotée par les producteurs?  
*Francois Stepman, Co-manager , Plateforme pour des Partenariats Afrique-Europe en ADR*
- Dimensions de genre au sein de la chaîne de valeur agricole  
*Cesarie Kantarama, Premier Vice-président, EAFF and Rwanda*

**Débat modéré par les organisations de producteurs**

**Jeudi 5 Décembre : Contribuer à l'économie du savoir en agriculture**

Président : *Philip Kiriro, Président, EAFF*

9h00-9h15 Rapport de la journée 2

**9h15 – 13h00 Session 5 : Vers de meilleurs mécanismes de savoir et d'apprentissage au sein des organisations de producteurs**

Cette session abordera les façons dont les organisations d'agriculteurs peuvent renforcer les savoirs agricoles et établir des mécanismes d'apprentissage mais aussi d'autres mécanismes performants via lesquels les organisations partenaires peuvent mieux utiliser les savoirs issus des organisations d'agriculteurs. Il résumera une feuille de route du partenariat qui influencera l'agriculture de l'avenir ; renforcera les capacités institutionnelles et fera la promotion des voies futures d'apprentissage et de partage des connaissances en renforçant le rôle des organisations de producteurs en relais de connaissance.

9h15-9h30 Information/Communication/Gestion des connaissances pour les producteurs et les organisations de producteurs dans le 21eme siècle  
*Andrianjafy Rasoanindrainy, Chris Addison, CTA*

**9h30-10h30 Exemples de systèmes de gestion des connaissances développés par les organisations régionales de producteurs**

- Portail & usage de video pour les producteurs  
*Mike Atangana, Expert en communication, PROPAC*
- Portail & utilisation de pages Facebook  
*Stella Kamuyu-Wanjau, Expert en communication , EAFF*
- Portail & actualités  
*Mohamadou Ouegraogo, Expert en communication, ROPPA*

10h30-10h50 **Présentation de la nouvelle plateforme de connaissances PAFO**  
*Andrianjafy Rasoanindrainy*

### **10h50-11h10 Pause café**

#### **11h10-11h30 La discussion électronique en Groupspaces**

- Résumé des discussions et résultats  
*Isaura Lopes, Expert, Cape Verde*

#### **11h30-12h00 Panel: Comment améliorer l'information, la communication et la gestion des connaissances**

*KMC experts et contributeurs*

#### **12h00-12h15 Synthèse**

- Appui à la base de connaissances des OP, expériences dans la construction d'une plateforme et perspectives futures  
*Chris Addison, Expert principal, Gestion des connaissances, CTA*

#### **12h15- 12h30 Perspectives d'avenir : Déclaration et recommandations politiques**

- **Lancement officiel de la Plateforme de connaissances de la PAFO**  
*PAFO*

### **Clôture**

#### **12h30-13h00 Appui technique pratique**

Utilisation des outils de gestion des connaissances

Groupes de travail:

- Navigation dans le portail PAFO
- Utilisation Groupspaces et Forum
- L'utilisation de Facebook

*Experts KMC*

### **13h00-14h30 Déjeuner**

#### **14h30-15h30 Appui technique pratique (suite)**

Lancement du Cadre continental des politiques sur le pastoralisme en faveur des éleveurs  
*Commission de l'Union africaine*